

Chapitre 4

Les contextes sociaux de la (non-)participation politique chez les jeunes Slovènes

Metka Kuhar, Tanja Oblak Črnič

INTRODUCTION

La population jeune s'est révélée être l'un des plus sensibles sismographes du changement social. Dans les années 1960 et 1970, plus particulièrement, les jeunes ont joué un rôle essentiel au sein des mouvements estudiantins et d'autres mouvements sociaux. Des chercheurs ont expliqué l'étendue et l'universalité de ces mouvements par une réaction inconsciente de la jeunesse aux changements sociaux se profilant à l'horizon. On disait des mouvements d'étudiants qu'ils étaient les précurseurs d'une société postindustrielle, d'une société de l'information ou d'une « société de la connaissance », où le savoir, les innovations, l'information et la communication remplaceraient la production industrielle et la consommation de masse comme indicateurs décisifs de développement stratégique (Keniston, 1971 ; Inglehart, 1977 ; Ule, 2008). Ces mouvements sont à l'origine de nombreux changements dans le mode de vie, les orientations et les valeurs des sociétés modernes : libération de la sexualité, libéralisation des relations hommes-femmes, des relations familiales et intergénérationnelles, développement d'une conscience écologique, évolution des relations entre culture dominante et tendances sous-culturelles, etc. (Ule, 2008 ; 2012).

Les pays européens ont connu ces dernières années nombre de mouvements de contestation et de manifestations à l'occasion desquels les jeunes ont été des protagonistes ou des acteurs essentiels, notamment en France, en Italie, en Allemagne, en Espagne, en Croatie, en Finlande, au Royaume-Uni, en Grèce, au Portugal et aussi en Slovénie. Les parallèles ne manquent pas avec la tradition des années 1960 : l'insistance sur la démocratie, les préoccupations relatives aux inégalités et à la pauvreté, de même que, souvent, des formes de participation populaire proposées comme solutions de substitution à la démocratie représentative « postdémocratique » contemporaine (Crouch, 2004), où les institutions de la démocratie tendent à devenir des coquilles vides. L'énergie et le dynamisme novateur ont déserté l'arène démocratique (délibérative) pour se concentrer dans les cercles restreints d'une élite politico-économique (Crouch, 2004). Or, dans les années 1960, l'économie européenne connaissait une phase ascendante et de nombreuses perspectives s'offraient aux jeunes. Aujourd'hui, c'est tout le contraire : l'avenir qui s'ouvre devant les jeunes semble plus sombre que le passé et le présent vécus par leurs parents ; c'est un avenir qui recèle plus de menaces que de promesses (Galimberti, 2009). Les phases de transition des études et de la formation à l'emploi, de la famille d'origine à une vie indépendante et à la fondation d'une famille se sont prolongées, leur périodicité et leur succession sont devenues moins prévisibles, elles sont plus incertaines et diversifiées que dans le passé récent (par exemple, Furlong et Cartmel, 1997 ; Wallace et Kovacheva, 1998 ; EGRIS, 2001 ; Ule et Kuhar, 2003 ; Leccardi, 2005).

La question de savoir si les mouvements de contestation contemporains ne reflètent pas seulement les conditions économiques mais ouvrent également la voie à des changements qui interviendront ultérieurement dans le paysage politique et économique dépasse le cadre du présent essai. Cette contribution se limite en effet à l'analyse des tendances récentes en matière de participation politique et sociale (d'échantillons représentatifs) de la jeunesse slovène dans le contexte européen. La participation ne se laisse pas facilement définir : on entend généralement par ce terme la mobilisation des personnes pour des questions qui les concernent, à l'occasion desquelles elles apportent différents types, moyens et degrés de contribution et de prise de décision. Dans le contexte européen, dans un sens très général, la participation est encadrée par des structures démocratiques et des institutions politiques (de politique quotidienne) dans la société civile et à l'échelon local.

En quoi le cas de la Slovénie devrait-il présenter un intérêt pour le lecteur européen ? Nous montrons dans le présent article que la participation des jeunes en Slovénie a lieu au sein d'un puissant « repli sur la sphère privée » (Ule, 2002). Dans ce repli, deux formes contradictoires de recherche de vie privée s'entremêlent : une aspiration personnelle à l'intimité de la vie privée au sens traditionnel et un désir personnel d'individualité. Le premier objectif suppose un repli des personnes sur leur sphère privée personnelle, la confiance accordée aux autorités et aux traditions, l'évitement des risques, et est souvent associé à une consommation effrénée ; le second objectif se révèle au contraire dans le soin apporté à la vie quotidienne et aux bonnes relations personnelles, dans le souhait de ne pas ressembler aux autres et d'être créatif. Plusieurs études menées en Slovénie viennent étayer la thèse selon laquelle la première tendance de « repli sur la sphère privée » s'est renforcée depuis les années 1990 (Ule *et al.*, 2000 ; Lavric *et al.*, 2010). Les jeunes Slovènes se sont retirés de la vie

publique et des lieux associés à la jeunesse pour se réfugier dans un micro-univers familial où ils bénéficient du soutien et de la confiance de leurs proches. Un constat comparable se dégage d'autres études réalisées en Europe occidentale au milieu des années 1990 (par exemple Chisholm *et al.*, 2005).

Nous avançons la thèse que ce repli sur un cercle familial et amical étroit, cette « relation vers l'intérieur », ne suppose pas en même temps une relation avec la vie publique, mais bien plutôt le contraire : il semble inhiber les jeunes vis-à-vis des pratiques participatives et s'érige comme un important obstacle aux prises de position plus critiques et à la contre-culture de la jeunesse, surtout par comparaison avec la jeunesse politiquement engagée de la Slovénie des années 1970 et 1980¹⁰. Nous formulons l'hypothèse que la compréhension de la participation politique et socioculturelle des jeunes exige une connaissance plus approfondie tant de leurs intentions privées que de leurs relations dans le cercle familial et de leurs ambitions dans le processus éducatif et les perspectives d'emploi et de concrétisation future dans la vie publique.

Le cas de la Slovénie se révèle tout particulièrement intéressant puisqu'il montre combien la phase de transition classique de la jeunesse à la vie d'adulte, marquée par des événements comme la fin des études ou d'une formation régulière, l'entrée dans la vie active et le départ du foyer parental, est l'une des plus prolongées d'Europe ; par ailleurs, les relations qui unissent parents et enfants semblent être les plus étroites (études Health Behaviour in School-aged Children – HBSC ; compléments Pokrajac, 2006). La thèse exposée *supra* n'est pas directement soumise à l'épreuve des faits au sens empirique du terme mais, puisant dans des ensembles de données représentatives de la jeunesse slovène à différentes époques, elle met en exergue deux questions : d'une part, dans quelle mesure le repli sur la sphère privée est-il supérieur à la moyenne dans un contexte européen plus général ? d'autre part, quelle est l'évolution dans le temps des différentes formes de participation en Slovénie ?

UN REPLI SUR LA SPHÈRE PRIVÉE : LES CONTEXTES DE LA JEUNESSE MODERNE EN SLOVÉNIE

En Slovénie, la durée de la cohabitation des jeunes adultes avec leurs parents est l'une des plus longues d'Europe. Comme le montrent les données du SVE (service volontaire européen) (tableau 1¹¹), près des deux tiers des Slovènes âgés de 18 à 34 ans vivaient chez leurs parents tant en 1999 qu'en 2008, y compris ceux qui partageaient le même foyer avec leur concubin/conjoint et/ou leur(s) enfant(s). Ce dernier phénomène de résidence dans un foyer multigénérationnel étendu ne représente seulement que 10 % environ de l'échantillon. Les pourcentages correspondants qui résultent de l'enquête publique réalisée en Slovénie en 1980¹² indiquent un accroissement

10. Dans les années 1980, les mouvements de jeunesse étaient des facteurs importants dans le contexte d'une culture politique différente et des sous-cultures. L'attitude très critique des jeunes envers les institutions, la gouvernance et l'idéologie existantes a abouti à une nécessaire modernisation psychologique qui a servi de base à leur modernisation politique (Ule, 2012).

11. L'échantillon SVE 1999 des 18-34 ans en Slovénie se composait de 352 répondants ; l'échantillon national de ce groupe d'âge pour 2008 était de 362 répondants.

12. L'enquête publique réalisée en Slovénie en 1980 a porté sur un échantillon de 703 personnes âgées de 18 à 34 ans, échantillon qui peut être considéré comme représentatif de ce groupe d'âge.

considérable de cette forme de cohabitation dans la période postsocialiste : en 1980, 40,1 % des 18 à 34 ans vivaient avec leurs parents et leur concubin/conjoint, et/ou leur(s) enfant(s) ; 25 % seulement avec leurs parents. Dans les États de l'Union européenne (UE-15) (les plus anciens États membres de l'Union européenne, avant l'admission de 10 nouveaux États en mai 2004), en moyenne à peine plus d'un tiers de jeunes adultes âgés de 18 à 34 ans vivaient chez leurs parents en 2008. Dans les États membres postsocialistes de l'Union européenne (UE postsoc), ce pourcentage est également bien inférieur à celui de la Slovénie.

Tableau 1. Les jeunes résidant chez leurs parents (en pourcentage)

	SVI/SVE 1999/2001 Avec leurs parents, y compris avec concubin/ conjoint/enfant	SVI/SVE 1999/2001 Uniquement avec leurs parents	SVE 2008 Avec leurs par- ents, y compris avec concubin/ conjoint/enfant	SVE 2008 Uniquement avec leurs parents
Slovénie	64,6	56,8	63,8	53,6
UE-15	37,6	36,1	34,0	31,1
UE postsoc	47,0	38,0	51,8	42,1

SVI : service volontaire international ; SVE : service volontaire européen.

De nombreuses études ont montré l'influence qu'exerce l'État providence sur la nature des liens familiaux et, de ce fait, sur la durée de la cohabitation au foyer parental. Par exemple, Reher (1998) associe le groupe dit des pays nordiques (Scandinavie, Belgique, Pays-Bas, Royaume-Uni, mais également dans une large mesure Autriche et Allemagne) avec un départ précoce du foyer parental, phénomène lié à l'existence de liens familiaux « faibles » et un sentiment de solidarité sociale (étatique) plutôt que familiale, par opposition au groupe méridional des pays méditerranéens que caractérisent un départ plus tardif du foyer parental, des liens familiaux « forts » et un sentiment de solidarité reposant sur la famille. De plus, dans les pays postsocialistes, la cohabitation étendue avec les parents est souvent interprétée comme un aspect de l'importance croissante que revêtent les relations et les réseaux primordiaux pour la survie dans un contexte d'incertitudes (économiques) résultant de la période de transition (par exemple Kovacheva, 2006 ; Tomanovic, 2002). Iacovou (2010) a récemment montré que la relation entre la situation financière de la famille d'origine et le rythme de départ du jeune adulte est loin d'être unidimensionnel : meilleure est la situation financière de la famille, plus il obtient précocement un logement indépendant. Maria Iacovou a également montré que c'est une relation de cause à effet uniquement dans les pays du nord et de l'ouest de l'Europe, alors que l'on constate le contraire dans le sud-est et dans certains pays d'Europe de l'Est. En Slovénie, à la différence des autres pays postsocialistes, l'allongement de la cohabitation des jeunes avec leurs parents ne peut être interprété exclusivement comme une stratégie de survie (même si ce phénomène est lié à un marché du logement défavorable et une pénurie d'emplois stables) ; en effet, c'est également une pratique culturelle, un mode de vie choisi qui s'explique notamment par le confort offert par l'« hôtel Mama » (Ule et Kuhar, 2003). Accompagnée en Slovénie par la mise en place d'un système politique pluraliste, la

transition socio-économique aboutissant à la société capitaliste s'est faite comparativement sans heurts, et les changements qui ont suivi ont été relativement non traumatisants tant pour les jeunes que pour leurs parents. Les tendances occidentales en matière de style de vie, d'orientations de valeurs et d'organisation de la famille étaient elles aussi déjà communes à la société slovène durant la période socialiste, comme a pu le montrer la première étude consacrée à la jeunesse en 1986 (Ule, 1988).

Cependant, en dépit de ces tendances – en particulier la pluralisation des formes familiales, qui était différente en Slovénie de celle des autres pays postsocialistes et d'Europe du Sud, et plus au diapason de l'Occident à partir des années 1960, comme le montrent par exemple la tendance dominante à la cohabitation au détriment du mariage, le déclin des naissances, les naissances plus tardives, etc. –, les caractéristiques du départ du foyer parental ressemblent à celles des pays de l'Europe du Sud. En l'occurrence, depuis les années 1970 dans les pays d'Europe du Nord et de l'Ouest, le départ du foyer parental est progressivement moins lié à la fondation par les jeunes de leur propre famille et les modalités du départ se sont diversifiées (Goldscheider, F. K., et Goldscheider, C. 1993). Les études montrent que c'est une stabilisation dans le concubinage, et non le statut du jeune adulte vis-à-vis de l'emploi ni la situation financière de la famille d'origine, qui demeure la force principale agissant sur la dynamique du départ du foyer parental en Slovénie (Kuhar et Reiter, 2014). Le départ du foyer parental en Slovénie est fortement lié à la cohabitation avec un concubin¹³, tout comme le départ du foyer parental en Europe du Sud et dans les Balkans est fortement lié au mariage (Kuhar et Reiter, 2010).

Mais, avant tout, la cohabitation prolongée des parents avec leurs enfants adultes en Slovénie est généralement associée aux relations exceptionnellement solidaires et relativement excellentes qui se nouent entre les jeunes et leurs parents, plus particulièrement avec la mère (Ule et Kuhar, 2003 ; Renner, 2006), par comparaison avec d'autres pays (Pokrajac, 2006). Les jeunes Slovènes indiquent en majorité qu'ils reçoivent un bon soutien parental et affectif. Selon l'enquête Jeunesse 2010, seul un dixième environ des 15-29 ans signalent qu'ils ne se sentent (sentaient) pas à l'aise chez leurs parents (Oblak et Kuhar, 2014). En moyenne, les jeunes bénéficient d'une assez grande autonomie dans le foyer parental (Ule et Kuhar, 2003).

Établissant une comparaison entre le repli des jeunes Slovènes contemporains sur la sphère privée et le petit univers familial, ainsi que leur dépendance de la paternité des adultes, avec « la génération définie du point de vue social, culturel et du mode de vie des années 1970 et 1980 », Ule (2002) décrit les jeunes d'aujourd'hui comme domestiqués et socialement infantilisés. Des éléments empiriques attestent qu'il existe une importante corrélation positive entre une relation forte nouée avec la famille, la vie privée, la paix et la stabilité sociale, et l'autre ensemble de variables qui illustrent une jeunesse socialement conformiste et traditionnelle. Par voie de conséquence, la plupart de ces jeunes gens adoptent des formes d'identités et des modes de vie stéréotypés qui s'expriment également par des orientations commerciales et médiatiques passives (Ule, 2002).

13. En 2011, 67,3 % des nouveau-nés en Slovénie sont des premiers enfants de mères non mariées, et plus de la moitié des enfants en moyenne sont nés de mères non mariées (SORS [Statistical Office of the Republic of Slovenia], 2012).

Dans un tel contexte, une autre tendance résultant de ce repli sur la sphère privée ne devrait pas susciter d'étonnement car elle est particulièrement spécifique à la Slovaquie et liée à l'allongement de la durée de l'éducation. En Slovaquie, la proportion des personnes scolarisées à tous les niveaux d'enseignement est supérieure à la moyenne des pays européens, de même que les aspirations en matière d'éducation et de formation qu'expriment les jeunes et leurs parents (Živoder, 2011). Le nombre de jeunes âgés de 15 à 19 ans inscrits dans l'enseignement secondaire est l'un des plus élevés en Europe. Le niveau était déjà élevé dans les premières années qui ont suivi la transition de l'après-socialisme ; selon les chiffres de l'Unicef (Fonds des Nations Unies pour l'enfance), par exemple, 80,5 % des 15-19 ans étaient scolarisés en 1993. En 2011, 94,1 % de ce groupe d'âge était scolarisé, alors que la moyenne pour les pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) était de 84 % pour les filles et 82 % pour les garçons (OCDE, 2012). Le taux de participation dans l'enseignement supérieur s'est fortement accru durant la période qui a suivi la transition : c'est l'un des plus élevés en Europe ; il est passé de 23,1 % des 19-24 ans en 1989 (chiffres Unicef) à 77 % en 2011 (OCDE, 2012). Mais le taux de réussite dans l'enseignement du troisième degré demeure relativement faible. Selon l'OCDE (2010), le taux d'achèvement des études au niveau de l'enseignement universitaire en Slovaquie était de 65 % en 2008, comparé aux 70 % enregistrés dans les États UE-15. À cela s'ajoute le fait que, selon Eurostudent (2010), la durée moyenne des études pour les étudiants slovaques qui poursuivent leurs études jusqu'au bout est de 6,9 ans.

Malgré le taux élevé d'étudiants n'ayant pas achevé leurs études, le marché du travail en Slovaquie ne peut absorber l'ensemble des jeunes hautement diplômés qui entrent dans la vie active. L'afflux annuel de jeunes issus de l'enseignement secondaire est déjà une fois et demie supérieur au nombre d'emplois disponibles (Kramberger, 2007, p. 98). S'ils obtiennent un emploi, c'est vraisemblablement un travail à durée limitée ou un emploi précaire et relativement sous-payé. Le socle assurant à une population active jeune dotée d'un bon niveau d'instruction une entrée dans le système de l'emploi s'érode partout – aucun pays européen ne peut remédier au grave problème structurel que représente la montée du chômage. La transition entre la fin des études et l'entrée dans le marché du travail demeure ainsi très largement incertaine et les difficultés rencontrées au moment de l'entrée dans la vie active ont de graves répercussions sur la qualité de la vie des jeunes.

En Slovaquie, les parents encouragent vivement leurs enfants à entreprendre des études longues et les soutiennent dans cette voie, afin de différer la confrontation avec le chômage et les emplois précaires, dans l'espoir qu'ils améliorent leurs chances de décrocher un emploi à plein-temps, permanent et bien rémunéré. Atteindre un haut niveau d'études (ou le plus haut possible) est (presque) devenu une nécessité, mais cela ne représente pas une garantie suffisante pour entrer dans le marché du travail slovaque. L'enseignement, qui est gratuit en Slovaquie, est également attrayant car associé (pour le moment du moins) à de nombreux avantages directs, comme l'assurance sociale, des places disponibles et peu onéreuses en résidence universitaire, des tickets-repas bon marché et des jobs pour étudiants. En moyenne, un étudiant sur cinq bénéficie en Slovaquie d'une bourse d'études, un sur trois d'un soutien financier de l'État (Eurostudent, 2010). La poursuite d'études aussi longues,

accompagnée d'une orientation aussi poussée des relations personnelles au sein de la sphère privée et de conditions économiques relativement prospères devraient, selon la théorie postmoderne de R. Inglehart (1977), renforcer l'engagement civique des jeunes. Or, la situation en Slovénie est en rupture avec cette thèse car elle révèle certains aspects négatifs, conséquences de ces études longues et de cette éducation protectrice des enfants.

LA PARTICIPATION DES JEUNES : ENTRE APATHIE POLITIQUE ET INDIVIDUALISATION DE LA POLITIQUE

De jeunes chercheurs en Slovénie mais aussi dans d'autres pays européens soulignent souvent le désintérêt, la passivité, voire l'apathie dont font preuve les jeunes en ce qui concerne les sujets politiques (conventionnels) et l'intégration de jeunes au sein d'organisations sociales dans différents domaines (Kovacheva, 2005 ; Spannring, 2009). De prime abord, il semble difficile de comprendre la passivité car ce sont précisément les jeunes qui sont confrontés à des défis de plus en plus nombreux, plus particulièrement ceux liés à la crise de l'emploi. Les incertitudes et la précarité peuvent toutefois inciter les jeunes à se détourner de la vie publique pour se replier sur la sphère privée et se focaliser sur leur existence et leurs problèmes personnels (Walther *et al.*, 2009, p. 78).

Le présent article vise à exposer les tendances qui se manifestent dans le domaine de la participation politique et sociale des jeunes Slovènes et leur engagement dans la vie publique et communautaire, et à rechercher ce qui pourrait mobiliser ces jeunes en tant que citoyens.

De jeunes électeurs sans ambitions politiques ? Les tendances en matière de participation des jeunes

Un (dés)intérêt stable pour la politique

Il ressortait déjà de l'enquête Jeunesse 2000 que le niveau d'intérêt des jeunes Slovènes pour la politique est faible : plus de la moitié des répondants (57 %) âgées de 16 à 29 ans ont déclaré manifester un intérêt faible, voire inexistant, pour la politique. Seuls 9 % d'entre eux ont exprimé un intérêt grand ou très grand. Le désintérêt décroît légèrement avec l'âge, mais il est également fonction du sexe : les garçons se sont montrés un peu plus intéressés par la politique que les filles. De même, s'agissant du classement des valeurs sur une échelle, la même enquête montre que l'intérêt pour la politique parmi les répondants arrive en bas de l'échelle, à l'inverse de l'importance attribuée par les jeunes aux valeurs de caractère privé, comme la santé, la vie de famille ou l'amitié.

De plus, l'enquête intitulée « La situation socio-économique des étudiants en Slovénie » (Ule *et al.*, 2008), menée en 2008 après d'un échantillon d'étudiants, a montré un intérêt pour la politique se situant sous la moyenne. Il résulte de cette étude que 73 % des étudiants ne s'intéressent pas à la politique, ou peu, et que seuls 6 % d'entre eux se déclarent très intéressés par la politique.

L'enquête Eurobaromètre Jeunesse 2007¹⁴ met toutefois en évidence des résultats plutôt différents pour la Slovénie, de même que pour les pays européens en général, bien qu'elle ait été réalisée au sein d'un groupe d'âge quasiment identique à celui de l'enquête Jeunesse 2000. Dans l'enquête Eurobaromètre, les personnes interrogées ont répondu explicitement à la question de savoir « quel est leur intérêt pour la politique tout comme pour les problèmes d'actualité au niveau du pays, de la ville/région et de l'Union européenne ».

Les réponses montrent (tableau 2) que les jeunes de Slovénie de même que ceux des États UE-15 et des pays ayant adhéré ultérieurement – les 12 nouveaux États membres (UE-12), dont 10 sont des États postsocialistes – s'intéressent majoritairement à la politique nationale et aux problèmes d'actualité de leur pays (près de 80 %), puis manifestent un intérêt pour la politique et les problèmes d'actualité au niveau urbain/régional, puis pour la politique et les problèmes d'actualité dans l'Union européenne (près de 70 % pour les deux). Néanmoins, l'intérêt pour la politique et les problèmes d'actualité de leur propre pays et de leur ville/région est plus faible parmi les jeunes de Slovénie que la moyenne des jeunes dans les États UE-15 et à peu près le même que dans les États UE-12. Le résultat de l'analyse sociodémographique de ces données confirme que l'intérêt pour la politique et les problèmes d'actualité s'accroît avec l'âge à tous les niveaux.

Tableau 2. L'intérêt des 15-30 ans pour la politique et les problèmes d'actualité (en pourcentage)

Total des personnes « intéressées » ou « très intéressées »	Dans votre pays	Dans votre ville/région	Dans l'UE
UE-15	83,3	73,5	66
UE-12	79,4	70,7	67,3
Slovénie	78,8	68,2	68,3

Source : Enquête Eurobaromètre Jeunesse, 2007.

Il ressort plus clairement de la dernière étude Jeunesse 2010 que l'intérêt pour la politique en Slovénie et dans l'Union européenne s'est régulièrement affaibli au fil du temps : les chiffres ne montrent nulle augmentation de l'intérêt, mais la proportion des répondants de 15 à 29 ans qui ne sont pas du tout ou seulement très peu intéressés par la politique dépasse les deux tiers (66 %), tandis que la proportion de ceux qui se déclarent très intéressés par la politique n'est que de 5 %. Toutefois, comme l'ont montré les études précédentes, l'intérêt augmente légèrement avec l'âge.

Les indicateurs concernant la façon dont les jeunes se préoccupent de politique – comment, où et avec quelle attention –, apportent un éclairage intéressant sur

14. L'enquête Eurobaromètre Jeunesse 2007 a été réalisée auprès d'un échantillon national représentatif des 15-30 ans dans les États membres de l'Union européenne. Dans les États UE-15 (les 15 États membres d'origine de l'Union européenne), 11 770 jeunes ont été interrogés, 7 855 dans les États UE-12 (les 12 nouveaux États membres de l'Union européenne), dont 500 en Slovénie.

l'intérêt (ou le désintérêt) indirect pour la politique. Se pourrait-il que l'intérêt pour la politique augmente avec la consommation d'information dans le cercle privé et à l'occasion de réunions de famille ou de rencontres entre amis ? L'enquête Jeunesse 2000 a mis en évidence le manque d'intérêt des jeunes pour la politique dominante en Slovénie, ce qu'attestent les données relatives à la fréquence des conversations relatives à la politique (un indicateur considéré comme l'expression directe de l'intérêt pour la politique).

Environ trois quarts des répondants ont déclaré ne parler que rarement ou très rarement de politique avec leurs parents, amis et partenaires intimes, de même qu'avec leurs camarades de classe ou collègues. Nous présentons dans le tableau 3 les informations relatives à la fréquence de l'attention portée aux questions politiques telles qu'abordées dans les médias pour l'année 2010 ainsi que les évolutions enregistrées de 2000 à 2010 en ce qui concerne l'évocation de sujets politiques au sein des groupes primaires (famille et amis). Il ressort des résultats que l'internet est en passe de devenir la fenêtre ouverte sur le monde des sujets politiques la plus communément utilisée par les jeunes en Slovénie, du moins selon l'étude de 2010, où le média électronique occupe une position de premier plan. Parents et amis occupent à l'inverse une place située en bas de l'échelle et une comparaison avec l'année 2000 montre un déclin général des discussions d'ordre politique dans la sphère privée.

Tableau 3. L'intérêt indirect pour la politique chez les jeunes en Slovénie (2000 et 2010)

	Fréquence moyenne (Jeunesse 2010, 15-29 ans)	Fréquence moyenne (Jeunesse 2000, 16-29 ans)
Internet	2,48	absence de données
TV	2,37	absence de données
Radio	2,02	absence de données
Presse écrite	1,88	absence de données
Parents	1,29	2,14
Amis	1,29	2,10

Un manque de confiance
envers la sphère politique traditionnelle

Les mêmes tendances (toutefois dans une moindre mesure) caractérisent également la population dans son ensemble. Une proportion majoritaire de citoyens des différents groupes d'âge ne manifeste aucun intérêt pour l'obtention de l'information sur la base de laquelle ils pourraient orienter leurs prérogatives politiques ; et bien moins pour l'activité politique en tant que telle. À titre d'exemple, les données disponibles semblent indiquer que seuls 15 % des Européens suivent les questions politiques (Van Deth et Elf, 2000). La plupart partagent le sentiment de ne pas être en mesure d'influencer la politique et sont déçus par les processus politiques. La politique est considérée comme dépourvue d'intérêt et exclusiviste

(Wahl-Jorgensen, 2002). Les évolutions du niveau de confiance dans les institutions ainsi que les changements dans les pratiques politiques des citoyens constituent également un contexte structurel très important. Il résulte par exemple de l'enquête publique réalisée en Slovénie en 2002 auprès d'un échantillon représentatif de la population slovène (Malnar *et al.*, 2012, p. 52-53) que la confiance des citoyens à l'égard des acteurs et des institutions politiques choisis était faible, mais plus grande qu'aujourd'hui : en 2002, un quart des répondants (25,2 %) a exprimé un manque de confiance dans l'Assemblée nationale ; en 2010, ce chiffre s'élevait à 43 %. Le manque de confiance dans les partis politiques était exprimé en 2002 par 38 % des répondants ; mais en 2010, la proportion des personnes exprimant leur défiance était déjà majoritaire (57 %). En 2002, le personnel politique n'était pas crédible pour 41 % des répondants ; en 2010, 57 % des répondants ne leur faisaient pas confiance.

L'enquête publique réalisée en Slovénie n'ayant pas concerné les moins de 18 ans, il nous a fallu rechercher dans les enquêtes sur la jeunesse des données potentielles éclairant le détail de cette population. Les données disponibles pour l'année 2000 (il n'existe malheureusement pas de données comparables pour l'année 2010) attestent d'un contraste diamétralement opposé entre, d'une part, un niveau de confiance très élevé envers les liens amicaux et les parents, et, d'autre part, un niveau de défiance élevé envers le pouvoir politique et les institutions politiques établis (voir tableau 4). Les dirigeants politiques et les partis politiques étaient déjà en 2000 les institutions auxquelles les jeunes faisaient moins confiance, immédiatement derrière l'Union européenne et le président du pays ; à la différence des parents et des amis qui bénéficient d'un niveau de confiance élevé, ce qui confirme l'importance déjà relevée des relations au sein du cercle privé (et constitue un indicateur de la dépendance à l'égard de ces dernières).

Tableau 4. La confiance des jeunes dans les institutions et les groupes primaires, Slovénie, 2010

Confiance	Moyenne sur une échelle de 1 à 5 N = 1262
Amis	4,11
Parents	4,07
Tribunaux	2,89
Écoles	2,85
Armée slovène	2,81
Mouvements écologistes	2,75
Président de Slovénie	2,65
Union européenne	2,59
Dirigeants politiques	2,00
Partis politiques	1,90

Source : Lavric *et al.*, 2010.

Un déclin des formes conventionnelles de participation politique

Les enquêtes réalisées dans différents pays européens parmi les jeunes semblent indiquer un déclin de l'intérêt pour les formes conventionnelles et traditionnelles de politique assises sur l'autorité et le pouvoir. Mais on note un accroissement de l'intérêt pour les politiques incluant des sensibilités sociales, morales et écologiques, et se souciant de ces problèmes (Norris, 2002 ; Hoikkala, 2009). Pour résumer, la plupart des jeunes ne manifestent pas un rejet de la politique en tant que telle, mais principalement de ses structures existantes et de ses formes d'organisation dans les pays démocratiques modernes. Ils ressentent en particulier une antipathie pour les hommes et les partis politiques (Hurrelmann, 2007). Cependant, leur éloignement de la classe politique ou des partis est comparable à celui qui est le leur vis-à-vis d'autres institutions et organisations sociales, comme les syndicats et les organisations de jeunesse (Hurrelmann, 2007). Le taux de participation ou d'abstention aux élections constitue l'un des indicateurs permettant de mesurer le déclin des formes conventionnelles de participation.

Au vu des résultats de l'enquête Eurobaromètre 2007, plus de 70 % des jeunes de Slovénie ont participé à au moins un scrutin électoral ou un référendum durant la période 2004-2007 ; il est toutefois nécessaire de préciser que, durant cette même période, 18,2 % des répondants (dans la tranche d'âge des 15-30 ans) n'étaient pas encore titulaires du droit de vote (tableau 5). Le taux de participation au scrutin est plus élevé que celui enregistré dans les États UE-15 et UE-12, mais ici le pourcentage moyen des personnes non encore titulaires du droit de vote est également plus élevé. L'analyse sociodémographique de l'échantillon européen dans sa totalité montre que les électeurs ayant le plus faible niveau d'études sont à moitié moins susceptibles de participer au scrutin que les électeurs ayant le niveau d'études le plus élevé.

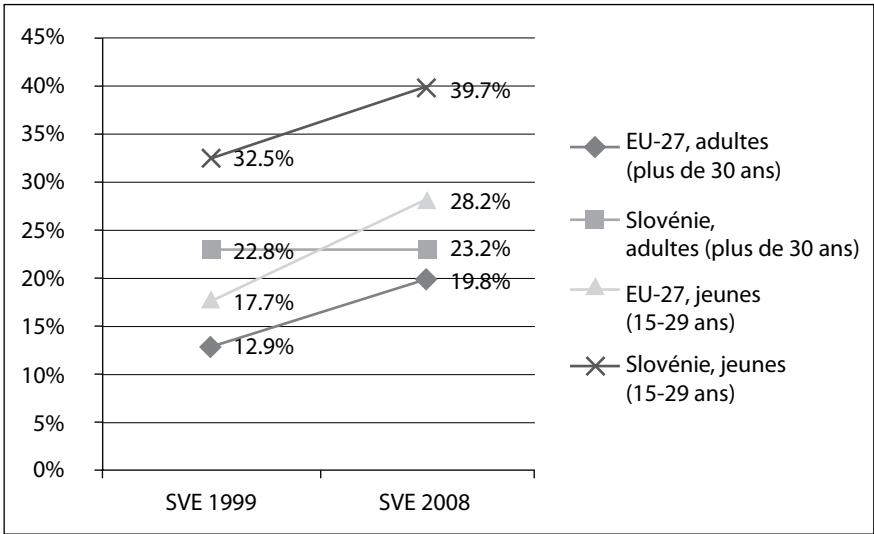
Tableau 5. La participation des 15-30 ans à un scrutin électoral ou à un référendum au cours des trois dernières années (en pourcentage)

	Oui	Non	Absence de scrutin/ référendum	Non-titulaires du droit de vote lors du dernier scrutin/référendum
UE-15	61,8	12,6	1,4	23,6
UE-12	64,3	12,2	0,7	22,4
Slovénie	71,3	9,8	0,3	18,2

Source : Enquête Eurobaromètre Jeunesse, 2007.

Comme l'illustre le graphique 1, la proportion de jeunes âgés de 15-29 ans qui n'ont pas participé aux élections législatives s'est accrue au cours de la décennie 1999-2008. La même tendance s'observe sur la même cohorte au sein de l'Union européenne. Les adultes âgés de plus de 30 ans ne présentent pas ces tendances en Slovénie, à la différence des autres pays européens où l'abstention progresse également.

Graphique 1. Proportions des jeunes n'ayant pas participé à un scrutin législatif en Slovénie et dans les États UE-27 (1999 et 2008)



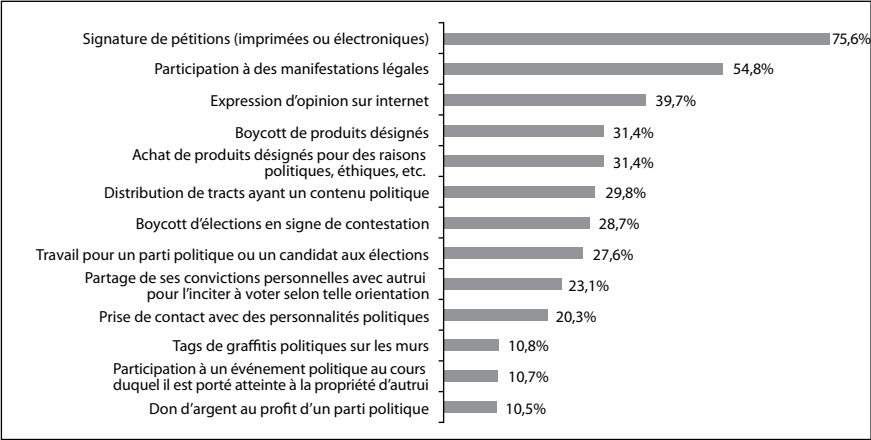
Source : Lavric *et al.*, 2010, p. 147. SVE : service volontaire européen.

L'attractivité des pratiques participatives non conventionnelles

Les études menées dans d'autres pays européens semblent indiquer que les jeunes partagent un plus grand sentiment de proximité avec des formes de participation appropriées de manière ponctuelle et aux conséquences à court terme (Roudet, 2009 ; Hurrelmann, 2007 ; Spannring, 2009), compatibles avec leurs modes de vie et ayant une pertinence par rapport à leur existence. Au niveau local, en particulier, la participation ne s'exerce pas nécessairement par l'intermédiaire de canaux officiels et institutionnels (par exemple dans les bureaux de vote ou dans les organisations/ clubs de jeunesse), mais dans de nombreux contextes sans caractère officiel et plus individualisés.

Comme l'illustre le graphique 2, la signature d'une pétition, une forme élémentaire d'expression, compte au nombre des pratiques les plus communes parmi les jeunes en Slovénie ; elle a du reste été significativement simplifiée par l'arrivée d'internet et s'est répandue parmi les internautes, puisqu'elle n'exige aucun engagement sérieux, mais un simple clic sur le lien idoine et une signature. En pourcentage, les autres activités demeurent en moyenne relativement faibles. En conclusion, l'activité politique n'est pas une pratique fréquente ni un phénomène répandu au sein de la jeunesse slovène.

Graphique 2. Proportion de jeunes en Slovénie susceptibles d'être politiquement actifs ou qui l'ont déjà été (2010)

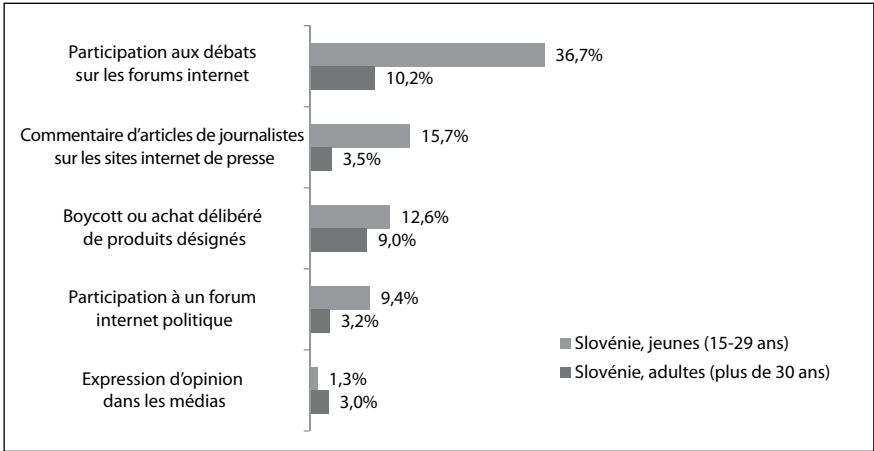


Source : Lavric *et al.*, 2010.

À l'heure actuelle, internet tient fréquemment le rôle principal dans les processus de participation non conventionnels. Le graphique 3 illustre clairement le fait que la Toile est l'« espace dédié aux jeunes » en Slovénie : plus d'un tiers des jeunes participe souvent aux forums en ligne et 16 % d'entre eux commentent les articles publiés sur les portails d'information. Mais ces espaces sont considérablement moins utilisés pour exprimer des points de vue ou des opinions politiques.

L'enquête Eurobaromètre Jeunesse 2007 fournit des indications sur la participation des jeunes à des organisations. En 2007, près d'un cinquième des 15-30 ans en Slovénie était affilié à une organisation, une proportion un peu plus faible que la moyenne enregistrée pour les États UE-15 (un quart), mais supérieure à la moyenne des 12 États membres ayant récemment adhéré à l'Union européenne (un dixième). Il résulte de corrélations avec des variables sociodémographiques que les membres de ces organisations sont, en moyenne, le plus souvent des hommes, ayant un niveau d'études supérieures, ou des jeunes gens originaires de régions rurales. Les travailleurs manuels sont en revanche très rarement membres d'organisations. Il ressort des résultats de cette même enquête que, lorsqu'un jeune Slovène est affilié à au moins une organisation, ce sont majoritairement des clubs de sport ou des fédérations sportives. La proportion de jeunes inscrits dans les organisations de jeunesse en Slovénie est inférieure à un huitième des 15-30 ans, un taux qui est supérieur à la moyenne des États UE-15 mais inférieur à la moyenne des États UE-12. Un huitième des jeunes en Slovénie se rencontre dans des clubs dont les membres se retrouvent sur la base de leurs passe-temps ou d'intérêts particuliers, et un huitième dans des organisations culturelles ou artistiques, ces deux taux étant supérieurs à la moyenne des États UE-15 et UE-12.

Graphique 3. Les formes individualisées de participation politique en Slovénie (2009)



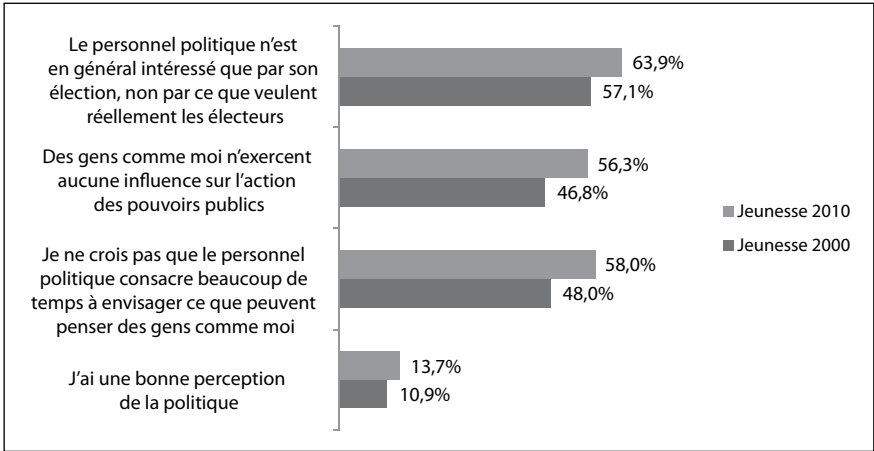
Source : Lavric *et al.*, 2010, p. 163.

La faible activité : reflet d'un sentiment de (non-)pouvoir ?

Comment les jeunes perçoivent-ils leur influence sur les événements politiques et les changements sociaux ? Le sentiment d'(in)efficacité politique est l'indicateur de l'attitude adoptée vis-à-vis de la politique conventionnelle. Il se définit comme la croyance d'un individu en la possibilité ou l'impossibilité d'agir par son initiative personnelle sur le cours des événements politiques ou des processus politiques. On le mesure comme étant la conviction qu'un individu peut faire valoir sa voix au-dessus de celle des autorités et que la puissance publique est réceptive à cette voix.

Une efficacité politique subjective faible est associée à des sentiments d'aliénation et de défiance vis-à-vis de la politique et d'impuissance à exercer quelque influence. Les données de l'enquête Jeunesse 2000 mettent en évidence de forts sentiments subjectifs d'inefficacité. La plupart des jeunes ont indiqué ne pas avoir le sentiment de comprendre la politique ni de pouvoir influencer sur les décisions politiques et les actes des élites politiques (Miheljak, 2002). Dans l'enquête Jeunesse 2010, les deux tiers des jeunes (61 %) ont été d'accord sur le fait qu'ils ne comprenaient pas la politique. Toutefois, le graphique 4 montre clairement que le sentiment d'impuissance à influencer sur les décisions politiques que partagent les jeunes en Slovénie s'est accru au fil du temps. Plus des deux tiers des jeunes expriment leur scepticisme par rapport aux objectifs et intentions de la classe politique, la plupart estimant qu'ils n'ont aucun impact sur le pouvoir, pourtant ils sont encore plus nombreux à considérer les questions politiques comme plutôt éloignées de leurs opinions personnelles. Une confiance amoindrie dans la politique et un sentiment accru d'impuissance par rapport à la politique institutionnelle établie aboutissent même à la perception négative qu'ont les personnes de leur propre capacité à influencer sur le changement social en général.

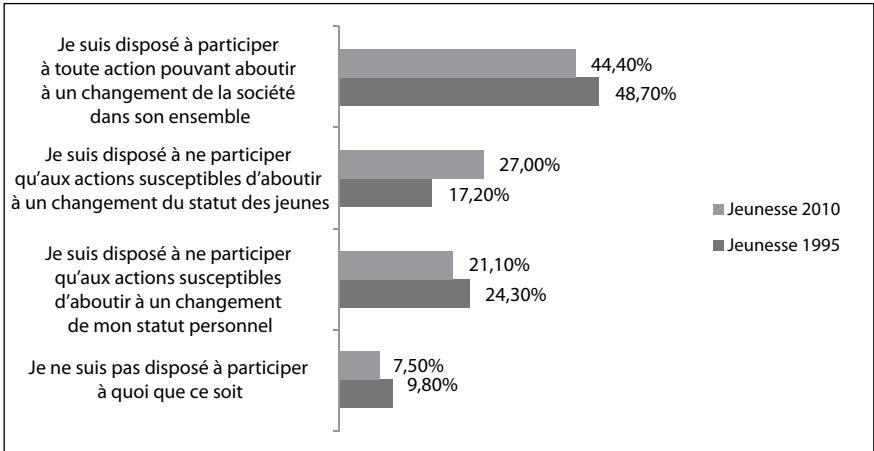
Graphique 4. Efficacité politique externe et interne des jeunes en Slovénie (2000 et 2010)



Sources : Miheljak, 2002 ; Lavric *et al.*, 2010.

Comparés à ceux de Jeunesse 1995¹⁵, les chiffres de 2010 montrent que la proportion de ces jeunes en Slovénie qui ne sont disposés à ne participer qu'à des « activités adolescentes » étroitement limitées, c'est-à-dire dans l'intérêt du jeune, ne cesse d'augmenter – elle s'est accrue de 10 % (graphique 5).

Graphique 5. L'intention exprimée des étudiants d'agir pour le changement social en Slovénie (1995 et 2010)



Sources : Ule *et al.*, 1995 ; Lavric *et al.*, 2010.

15. L'enquête Jeunesse 1995 (Ule *et al.*, 2005) a été réalisée en 1995 sur un échantillon de 1 829 étudiants inscrits en deuxième et troisième années d'enseignement supérieur dans les (à l'époque deux) universités de Slovénie.

DISCUSSION

Comment comprendre la situation en matière de participation politique et sociale des jeunes Slovènes dans le contexte de leur repli radical sur la sphère privée, qui s'est inscrit dans le passage du système socialiste au système capitaliste (encore que celui-ci s'est effectué d'une manière relativement non problématique) et qui s'est encore accru avec la récente crise économique, la jeune génération étant devenue plus dépendante encore du soutien parental sur le plan économique, social et affectif ? Il conviendrait de considérer les tendances mentionnées *supra* dans le contexte d'une évolution se dessinant plus généralement dans les pays occidentaux, à savoir celle d'un individualisme de plus en plus prononcé et d'une désintégration des anciennes structures qui étaient à même d'apporter des orientations fiables aux générations précédentes. Les anciennes mentalités vis-à-vis des obligations et des loyautés collectives sont en voie de disparition, tandis qu'est imposée, dans le meilleur des cas, l'« éthique individualisée de la vie quotidienne » (Ule *et al.*, 2008). De plus, les jeunes sont aujourd'hui submergés par le marketing et une culture du divertissement mettant l'accent sur les médias.

S'il se dégage des enquêtes nationales portant sur la jeunesse réalisées en Slovénie le constat d'une tendance manifeste au déclin des formes conventionnelles d'action politique, cela ne signifie pourtant pas que les jeunes se désintéressent complètement de la politique. L'analyse met en évidence un repli vis-à-vis des institutions et des participations classiques, accompagné d'un essor de formes nouvelles et différentes d'action : la transmission taillée sur mesure, essentiellement par des moyens électroniques, des pratiques politiques, d'activations temporaires et socioculturelles, en rapport direct avec le mode de vie des jeunes. L'engagement des jeunes est empreint d'une perception forte de l'impuissance des citoyens, ce qui explique pourquoi les jeunes considèrent leur propre environnement ou les sujets associés à la jeunesse comme constituant le champ le plus raisonnable dans le cadre duquel effectuer un « travail » potentiel au profit de la politique.

De façon générale, les jeunes se mobilisent de différentes manières : ils sont en ligne, mobiles dans leurs relations assistées par la technologie et dans leurs contextes sociaux en réseau, au sein desquels ils se soucient (individuellement) de leur image numérique personnelle, de leurs amis et consommation numérique. Cette situation caractérise également d'autres pays européens mais, en Slovénie, elle a été fortement encouragée par la sécurité et le confort apportés par le foyer parental, mais aussi par le système éducatif slovène qui fonctionne également comme un système social sûr. Comme l'ont attesté les dernières manifestations politiques ayant eu lieu en Slovénie en 2013, c'est essentiellement la génération des plus de 30 ans qui se mobilise dans ce pays : une population ayant un bon niveau d'étude, le plus souvent un emploi, mais précaire – celle qui s'est réveillée d'un moratoire juvénile prolongé ayant veillé sur leur sommeil et leurs rêves. Toutefois, considérant le cours actuel de ces événements, on ne peut dire de cette génération ayant à peine passé le cap de la trentaine qu'elle se caractérise par une plus grande tolérance et soit plus encline au dialogue et à la participation ; ses orientations et valeurs sont au contraire plus égocentriques. Et les plus jeunes s'emploient, au maximum, à retirer les bénéfices apparents de l'existence d'une jeunesse prolongée (mais qui, en fait, sont autant de

pièges), comme les emplois réservés aux étudiants et faiblement imposés ou l'enseignement universitaire gratuit. Néanmoins, l'espoir que de nouveaux mouvements sociaux puissent constituer, également en Slovénie, un cadre renouvelé propice à l'articulation des intérêts des jeunes, à une réflexion sur les défis sociétaux et aux efforts collectifs en vue d'un changement ne doit pas être abandonné.

Une meilleure compréhension des phénomènes actuels de participation requiert incontestablement des enquêtes plus exhaustives. Nous disposons jusqu'à présent, en Slovénie comme ailleurs en Europe, principalement d'analyses des pratiques générales qui ne prennent qu'insuffisamment en compte ce que représente la politique pour les jeunes, d'analyses qui ne prennent qu'imparfaitement en compte les changements intervenus dans le mode de vie des jeunes, par exemple leur attachement au foyer parental de même que l'impact des médias et des réseaux sociaux. Qui plus est, il conviendrait que les politiques de la jeunesse aux niveaux national et européen prennent davantage en compte la culture quotidienne de la jeunesse et la consommation médiatique d'une génération numérique. Nous nous trouvons face à la nécessité de comprendre les pratiques quotidiennes des jeunes gens dans la société actuelle, caractérisée par des relations médiatisées, mais aussi de reconnaître l'univers médiatique en constante évolution, dont la mobilité et la numérisation s'accroissent intensément. Cela signifie par conséquent que nous devons également nous focaliser sur le niveau du contenu numérique et sur la question de savoir comment les institutions les plus importantes s'adressant aux plus jeunes générations mobilisent ces dernières (ou les démobilisent) par le moyen de leurs représentations en ligne et mobiles. Si nous souhaitons que notre jeunesse soit active, qu'elle parle publiquement des problèmes qui sont les siens, de ses ambitions et de ses objectifs, alors il nous faut également interagir avec elle dans son propre langage, dans son propre style de communication et conformément à ses propres inclinations médiatiques (Livingstone, 2005).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Chisholm, L. (dir.) (2005), *Growing up in Europe : Contemporary Horizons in Childhood*, Walter de Gruyter, Berlin.

Crouch C. (2004), *Post-Democracy*, Polity, Cambridge.

EGRIS (European Group for Integrated Social Research) (2001), « Youth policy and participation : Potentials of participation and informal learning in young people's transitions to the labour market. A comparative analysis in ten European regions », rapport final (en ligne), www.iris-egris.de/yoyo/pdf/YOYO_Executive_02-05.pdf (consulté le 20 septembre 2009).

Eurostudent (2010), *Economic, Social and Housing Conditions, and the International Mobility of Students in Slovenia*, www.eurostudent.eu/download_fles/documents/National_Report_Slovenia_English.pdf (consulté le 7 juillet 2014).

Furlong, A., Cartmel, F. (1997), *Young People and Social Change : Individualization and Risk in Late Modernity*, Open University Press, Buckingham.

Galimberti, U. (2009), *Grozljivi gost : nihilizem in mladi* (L'hôte épouvantable : le nihilisme et les jeunes), Modrijan, Ljubljana.

Goldscheider, F. K., Goldscheider, C. (1993), *Leaving Home Before Marriage: Ethnicity, Familism, and Generational Relationships*, University of Wisconsin Press, Madison, WI.

Hoikkala, T. (2009), « The diversity of youth citizenships in the European Union », *Young*, 17, 1, p. 5-24.

Hurrelmann, K. (2007), *Lebensphase Jugend : Eine Einfuehrung in die socialwissenschaftliche Jugendforschung*, Juventa, Munich.

Iacovou, M. (2010), « Leaving home : independence, togetherness and income », *Advances in life course research*, 15, 41, p. 47-160.

Inglehart, R. (1977), *The Silent Revolution*, Princeton University Press, Princeton.

Keniston, K. (1971), *Youth and dissent : The rise of a new opposition*, Harcourt Brace Jovanovich, New York.

Kovacheva, S. (2005), « Will youth rejuvenate the patterns of political participation ? », in Forbig, J. (dir.), *Revisiting youth political participation. Challenges for research and democratic practice in Europe*, Éditions du Conseil de l'Europe, Strasbourg, p. 19-28.

Kovacheva, S. (2006), « Youth Transitions and Family Support in a Transforming Social Context : Reflections from the New Member States », in Lutz, W., Richter, R., Wilson, C. (dir.), *The New Generations of Europeans : Demography and Families in the Enlarged European Union*, Earthscan, Londres, p. 145-176.

Kramberger, A. (2007), « Strukturni razlogi težje zaposljivosti mladih v Sloveniji » (Les raisons structurelles de la difficile employabilité des jeunes en Slovénie), in Kramberger, A., Pavlin, S. (dir.), *Zaposljivost v Sloveniji – analiza prehoda iz šol v zaposlitve: stanje, napovedi, primerjave* (Employabilité en Slovénie – analyse de la transition de l'école à l'emploi : constat, prévisions, comparaisons), Fakulteta za družbene vede, Ljubljana, p. 64-102.

Kuhar, M., Reiter, H. (2010), « Transformation and demographic change in the ex-Yugoslav countries – materialist, idealist, and institutionalist perspectives on reproductive trends », *Annales*, 20, 1, p. 13-26.

Kuhar, M., Reiter, H. (2014), « Leaving home in Slovenia : A quantitative exploration of residential independence among young adults », *Journal of Adolescence*.

Lavric, M., Flere, S., et al. (2010), *Mladina 2010. Družbeni profil mladih v Sloveniji* (Jeunesse 2010. Profil social des jeunes en Slovénie), Aristej, Maribor.

Leccardi, C. (2005), « Facing uncertainty. Temporality and biographies in the new century », *Young*, 13, 2, p. 123-146.

Malnar, B., et al. (2012), « Evropska družboslovna raziskava v Sloveniji – medcasovne primerjave » (Enquête sociale européenne en Slovénie – comparaisons intemporelles) 2002/2004/2006/2008/2010, in Toš, N. (dir.), *Vrednote v prehodu V. Slovenija v evropskih primerjavah 2002-2010* (Values in transition V. Slovenia in European comparisons 2002-2010), Fakulteta za družbene vede, Ljubljana, p. 47-80.

Miheljak, V. (2002), « Mladi kot objekt in subjekt politike » (Les jeunes comme objet et sujet de politique), in Miheljak, V. (dir.), *Mladina 2000 : Slovenska mladina na prehodu v tretje tisoletje* (Jeunesse 2000 : Les jeunes Slovènes dans la transition vers le troisième millénaire), Aristej, Maribor, p. 105-164.

Miheljak, V. (dir.) (2002), *Mladina 2000 : Slovenska mladina na prehodu v tretje tisočletje* (Jeunesse 2000 : Les jeunes Slovènes dans la transition vers le troisième millénaire), Aristej, Maribor

Norris, P. (2002), *Democratic Phoenix : Reinventing Political Activism*, Cambridge University Press, New York.

Oblak, T., Kuhar, M. (2014), « Socio-cultural contexts of youth computer cultures : The case of Slovenia », *Annales – Series historia et sociologia*, 24, 1, p. 129-142.

OCDE (2010), *Education at a glance 2010*, OECD Publications, Paris (en ligne) : <http://browse.oecdbookshop.org/oecd/pdfs/free/9610071e.pdf> (consulté le 3 décembre 2010).

OCDE (2012), *Education at a glance 2012*, OECD Publications, Paris (en ligne) : www.oecd.org/education/CN%20-%20United%20States.pdf (consulté le 3 juin 2013).

Pokrajac, T. (2006), « Družina in odnosi v njej » (Famille et relations familiales), in Jericek, H., Lavtar, D., in Pokrajac, T. (dir.), *HBSC Slovenija 2006. Z zdravjem povezano vedenje v šolskem obdobju. Porocilo o raziskavi* (HBSC Slovénie 2006. Comportement en matière de santé durant la scolarité. Rapport de recherche), Inštitut RS za varovanje zdravja, Ljubljana, p. 81-94.

Reher, D. S. (1998), « Family ties in Western Europe : persistent contrasts », *Population and development review*, 24, 1, p. 203-234.

Rener, T. (2006), « Odraščati v družinah » (Grandir dans les familles), in Rener, T., Sedmak, V., Švab, A., Urek, M., *Družine in družinsko življenje v Sloveniji* (Familles et vie de famille en Slovénie), *Annales*, Koper, p. 89-126.

Roudet, B. (2009), « Youth Participation as a factor in democratic values », *Coyote Youth Partnership*, 14, p. 35-38.

Spannring, R. (2009), *Youth participation : Social Capital and Political Engagement of Young People in Western Europe*, Südwestdeutscher Verlag für Hochschulschriften, Saarbrücken.

Tomanovic, S. (2002), « Porodica i odnosi generacija » (Atmosphère familiale et relations générales), in Bolcic, S., Milic, A. (dir.), *Srbija krajem milenijuma : Razaranje društva, promene i svakodnevni život* (La Serbie à la fin du millénaire : destruction sociétale, changement et vie quotidienne), ISI FF, Belgrade, p. 315-339.

Ule, M. (1988), *Mladina in ideologija* (Jeunes et idéologie), Delavska enotnost, Ljubljana.

Ule, M. (2002), « Mladina : Fenomen dvajsetega stoletja » (Les jeunes : phénomène du XX^e siècle), in Miheljak, V. (dir.), *Mladina 2000 : Slovenska mladina na prehodu v tretje tisočletje* (Jeunesse 2000 : La jeunesse slovène en transition vers le troisième millénaire), Aristej, Maribor, p. 9-27.

Ule, M. (2008), *Za vedno mladi ? Socialna psihologija odraščanja* (Jeune à jamais ? Psychologie sociale de l'entrée dans l'âge adulte), Fakulteta za družbene vede, Ljubljana.

Ule, M. (2012), « Rekonstrukcija mladosti in mladine v slovenski družbi v času tranzicije » (Reconstruction de la jeunesse et des jeunes dans la société slovène au cours de la transition), *Teorija in praksa*, 28, 70, p. 7-25.

Ule, M., Kuhar, M. (2003), *Mladi, družina, starševstvo : spremembe življenjskih potekov v pozni moderni* (Jeune, famille, parentalité : les changements dans le cours de la vie de la modernité tardive), Fakulteta za družbene vede, Ljubljana.

Ule, M., Tivadar, B., Kurdija, S., Rajšp, S. (2008), *Socialnoekonomski položaj študentov v Sloveniji. Porocilo raziskave* (Situation socio-économique des étudiants en Slovénie. Rapport de recherche), Fakulteta za družbene vede, Ljubljana.

Van Deth, J. W., Elf, M. (2000), « Political involvement and apathy in Europe 1973-1998 », *MZES Arbeitspapiere*, 33.

Wahl-Jorgensen, K. (2002), « Coping with the meaninglessness of politics : Citizenspeak in the 2001 British general elections », *The Public*, 9, 3, p. 65-82.

Wallace, C., Kovacheva, S. (1998), *Youth in society. The construction and deconstruction of youth in East and West Europe*, Macmillan, Londres.

Walther, A., Stauber, B., Pohl, A. (2009), *Up2youth. Youth – actor of social change*. Rapport final, Commission européenne, Bruxelles.

Žavbi, A., Vipavc Brvar, I. (2004), *Potrebe mladih po informacijah in participaciji na območju Ljubljane z okolico. Raziskovalno poročilo* (Le besoin d'information et de participation des jeunes de Ljubljana et de sa région), MISSS, Ljubljana.

Živoder, A. (2011), « The relevance of education today : Young people and their educational choices », *Teorija in praksa*, 48, 5, p. 1427-1445.

Sources des données

Eurobarometer (2007), *Young Europeans. A survey among young people aged between 15-30 in the European Union. Analytical Report*, Eurostat, Bruxelles.

European Values Survey (1999-2008), *Database and questionnaire*, catalogue d'études GESIS (en ligne), <http://zacat.gesis.org/webview/index.jsp> (consulté le 6 août 2010).

Lavric, M., Flere, S., et al. (2010), *Mladina 2010. Podatkovna baza in vprašalnik* (en ligne), www.adp.fdv.uni-lj.si/ (consulté le 17 avril 2013).

Miheljak, V. (dir.) (2002), *Mladina 2000. Podatkovna baza in vprašalnik* (en ligne), www.adp.fdv.uni-lj.si/ (consulté le 17 mai 2013).

Slovensko javno mnenje (1980), *Podatkovna baza in vprašalnik* (en ligne), www.adp.fdv.uni-lj.si/ (consulté le 10 août 2010).

Ule, M., Miheljak, V., Renner, T., et al. (1995), *Mladina 1995. Podatkovna baza in vprašalnik* (en ligne), www.adp.fdv.uni-lj.si/ (consulté le 17 mai 2013).

Unicef (2014), *TransMonEE database 2014* (en ligne), www.transmonee.org (consulté le 31 octobre 2014).